

# Covid : l'OCDE craint l'apparition de mouvements sociaux dans les pays émergents

 lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/covid-locde-craint-lapparition-de-mouvements-sociaux-dans-les-pays-emergents-1330082

6 juillet 2021

Par Guillaume de Calignon

Publié le 6 juil. 2021 à 18:27 Mis à jour le 6 juil. 2021 à 18:54

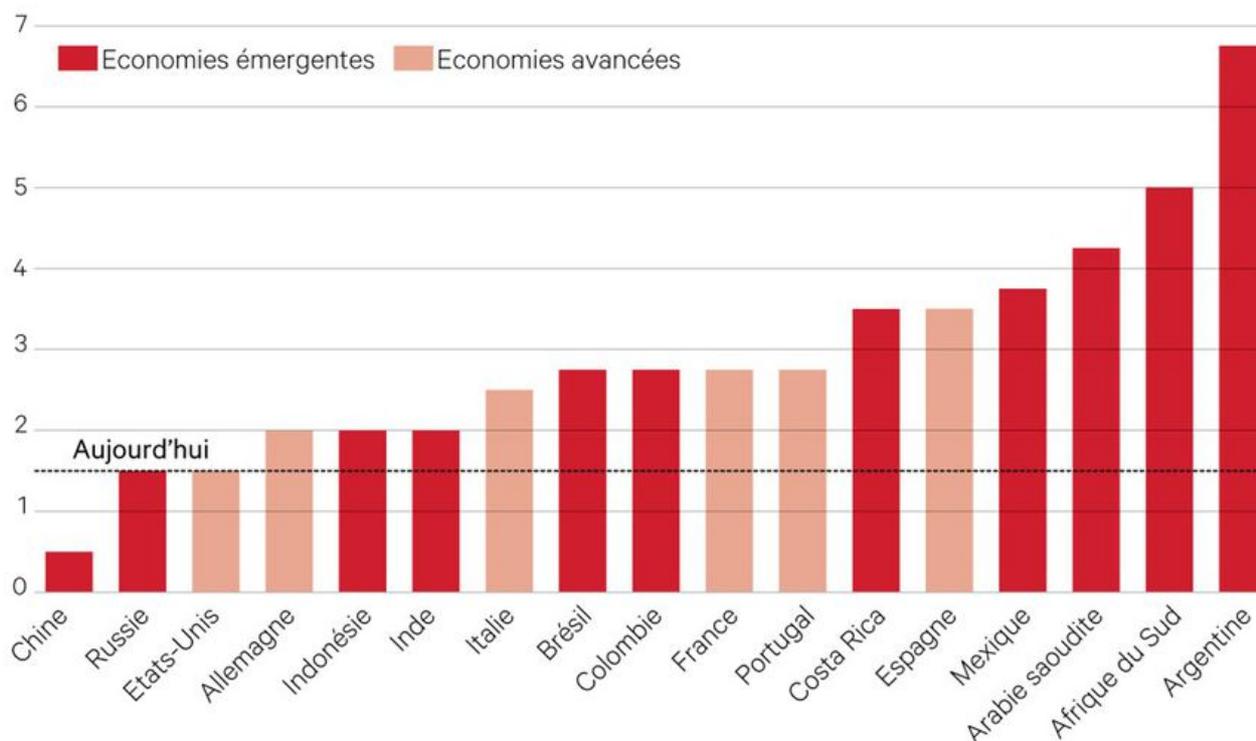
Toute crise économique peut vite dégénérer en crise sociale et potentiellement, en crise politique. Le Covid ne fait pas exception. Et c'est ce que craint l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Déjà, dans un pays comme la Colombie, les protestations ont commencé. Il faut dire que le Covid aurait poussé 100 millions de personnes en plus dans la pauvreté sur la planète.

Le problème, c'est que le mécontentement avait déjà pris racine avant la pandémie, même dans les pays émergents qui ont connu une forte croissance. C'est désormais un phénomène mondial, considère l'OCDE. Depuis 2008, le nombre de mouvements sociaux dans le monde a été multiplié par deux. La confiance dans les institutions et entre personnes, la foi dans la démocratie ont reculé. L'abstention aux élections, elle, a tendance à augmenter.

« Les protestations depuis les années 2000 ont été plus répandues dans les pays à revenu intermédiaire, et ce sont les classes moyennes qui se sont le plus souvent mobilisées. Cela suggère que les protestations sont inspirées par la frustration face à des progrès interrompus et des attentes non satisfaites », jugent les auteurs d'un rapport publié ce mardi sur les risques sociaux dans le monde d'après Covid. Dans les pays émergents, la classe moyenne exige souvent l'instauration de la démocratie et de meilleurs services publics.

## Le retour au niveau-crise sera plus long pour beaucoup d'économies émergentes

Nombre d'années nécessaires pour que chaque pays retrouve le niveau de richesse par habitant d'avant-crise (au 4<sup>e</sup> trimestre 2019)



« LES ÉCHOS » / SOURCE : OCDE

## Inégalités et sentiment de vulnérabilité

La pandémie a renforcé ces demandes. « Le Covid a entraîné une hausse de la pauvreté mais cela ne suffit pas toujours pour créer des émeutes. Au-delà, un sentiment de vulnérabilité s'est installé chez une partie de la population. Les inégalités autant économiques que politiques et culturelles génèrent du ressentiment. La pandémie a aussi renforcé la croyance que le progrès s'est arrêté », explique Alexander Pick, chef de l'unité « nouvelles politiques de développement » de l'OCDE. Bref, c'est un véritable affaiblissement de la société civile qui a lieu dans de nombreux pays. Et la situation pourrait vite s'enflammer.

Certes, pendant la crise, les populations ont pu bénéficier d'un certain niveau de protection sociale. Mais cela ne peut durer éternellement. « Les Etats se sont endettés et ils savent qu'il va falloir gérer cet endettement. Ils pourraient chercher à augmenter les recettes fiscales et cela pourrait contribuer à des tensions sociales », estime Alexander Pick.

## Les réponses de l'OCDE

Les solutions à ces problèmes économiques, sociaux, culturels et environnementaux ne sont pas faciles à trouver. L'OCDE évoque la nécessité d'un meilleur engagement de la société civile dans les affaires du pays ou encore la rétrocession de pouvoirs aux citoyens de la part des gouvernements. Il faut aussi trouver une meilleure acceptation

des impôts par la population et améliorer la protection sociale des plus défavorisés. La polarisation des sociétés tant développées que dans certains pays émergents et le manque d'espoir dans la démocratie comme moyen de médiation pour trouver un compromis entre différents intérêts de la société rendent les choses particulièrement ardues.

Guillaume de Calignon

# La reprise des pays émergents menacée par la pénurie de vaccins et l'inflation

---

 lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/la-reprise-des-pays-emergents-menacee-par-la-penurie-de-vaccins-et-linflation-1330163

7 juillet 2021

Par Guillaume de Calignon

Publié le 7 juil. 2021 à 7:30

La crise de 2008 avait été plus dure à traverser pour les pays riches que pour les émergents. Celle du Covid pourrait produire le scénario inverse. Pour l'OCDE, les quatre pays qui mettront le plus de temps à retrouver leur niveau de PIB d'avant crise sont tous des émergents : il faudra cinq ans à l'Argentine et à l'Afrique du Sud pour retrouver leur richesse de la fin 2019, et 4 ans à l'Arabie saoudite et au Mexique .

Selon la Banque mondiale, 40 % des pays émergents et en développement disposeront, en 2023, d'un PIB par habitant encore inférieur à son niveau de 2019. Pour mémoire, « 4 ans après la faillite de Lehman Brothers en 2008, ce ratio n'était que de 15 % », souligne François Faure, économiste chez BNP Paribas.

## Pas d'immunité collective à court terme

---

« La situation des pays émergents est beaucoup plus délicate que celle des pays développés », explique Olivier Raingard, responsable des investissements à la banque Neufilze. « Les taux de vaccination sont plus faibles, ces pays sont donc très exposés au maintien de mesures sanitaires. » Dans ces pays émergents, le climat des affaires a d'ailleurs tendance à reculer depuis deux mois. « Il est illusoire de penser qu'ils atteindront l'immunité collective au cours des douze prochains mois. La demande intérieure va rester limitée et la reprise sera contrainte par un « stop-and-go » et l'alternance d'ouverture et de fermeture de l'activité en fonction de la circulation du virus dans chaque pays », selon Julien Marcilly, chef économiste de Coface.

## Le retour de l'inflation

---

Autre problème pour les pays émergents : le retour de l'inflation . Il s'explique par la flambée des matières premières, agricoles notamment, qui pèsent nettement plus lourd dans le panier moyen du consommateur qu'en Europe ou aux Etats-Unis. L'inflation atteint déjà 8 % au Brésil, par exemple. Résultat, « pour lutter contre la hausse des prix à la consommation, plusieurs banques centrales de pays émergents comme le Brésil et le Mexique ont remonté leurs taux d'intérêt ces derniers mois. Hormis l'inflation, l'activité économique ne l'exigeait pas vraiment, la reprise n'étant pas encore bien enclenchée », explique Julien Marcilly. L'inflation et le durcissement des conditions de crédit dans des pays où l'emploi n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise sont problématiques. « Le risque d'essoufflement de la demande intérieure existe dans les pays émergents et l'accélération de l'inflation accentue les risques sociaux dans des économies déjà affaiblies », considère François Faure.

## La contrainte extérieure

---

L'autre menace tient à la contrainte extérieure. Jusqu'ici, les balances courantes avaient tendance à s'améliorer avec la crise. Les importations ont reculé et avec la hausse du prix des matières premières, les exportations des pays producteurs en profitent. Le danger pourrait venir d'une hausse plus forte que prévu de l'inflation aux Etats-Unis , qui pourrait pousser la Réserve fédérale américaine à augmenter ses taux. Une difficulté supplémentaire pour les pays endettés en dollars, telles la Turquie et l'Argentine. Cela pourrait renchérir le coût du crédit et entraîner des fuites de capitaux . Mais depuis trois mois, les taux américains réagissent peu à la hausse de l'inflation.

Guillaume de Calignon